

Comment un mouvement citoyen relance la défense des services publics ?

Une large coalition d'ONG, de syndicats et de collectifs d'agents publics a lancé ce jeudi le **Printemps des services publics**, une campagne nationale destinée à défendre le rôle central des services publics dans la démocratie. Selon les organisateurs, le démantèlement des services publics représente une menace aussi grave pour la démocratie qu'une attaque militaire.

L'appel commun signé par de nombreuses organisations – parmi lesquelles la CGT, la CFDT, Oxfam, Attac, Médecins du Monde, le Syndicat de la magistrature et le Syndeac – rappelle que « nos services publics valent bien plus que leur seul coût financier » et qu'il ne faut pas choisir entre sécurité et reconstruction des services publics. Des personnalités comme l'économiste Gabriel Zucman soutiennent également l'initiative.

La campagne, qui se déroulera jusqu'en juin, intervient dans un contexte international et national de « violentes attaques » contre les services publics, a expliqué Arnaud Bontemps, fonctionnaire à la Cour des comptes et porte-parole du collectif **Nos services publics**. Il a dénoncé l'assèchement des finances publiques comme l'une des causes principales de leur déclin et appelé à réaffirmer l'importance de l'impôt et des cotisations sociales.

Aux côtés de Bontemps, Manon Lefebvre, du Syndicat de la magistrature, a pointé les « logiques néolibérales » qui fragilisent notamment l'institution judiciaire. L'éducation, la justice, la culture et la santé sont parmi les secteurs les plus concernés.